

Démocratie de basse saison

Posté le : 6 avril 2017 11:22 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Pays en voie de développement, Europe de l'est, hyperfiscalité, Economie et politique

Réunir les onze candidats dans une parodie de sommet électoral, sur une chaîne étrangère partisane, désireuse de « faire du fric » tout en soutenant le souteneur du patron, ne pouvait pas élever le niveau des confrontations.

Le débat a été bas. Très bas. Significativement bas. Érucation n'est pas raison. Comme les échanges hystériques de forum ou de réseau sociaux, il n'a apporté aucune lumière sinon un éclairage indirect sur les haines qui traversent la société.

Depuis des lustres, la France se singularise par le nombre de ses candidats trotskistes et communistes. Les militants PS avaient cru bon de montrer leur attachement à un socialisme vraiment socialiste qu'ils ne retrouvaient ni dans Hollande ni dans Valls. Les voilà face à l'ancien Trotskiste et riche propriétaire, M. Mélenchon, flanqué des deux extrémistes habituels. La langue de bois est tellement cramée qu'on dirait du charbon. Le noir est mis.

Il est vrai que le drapeau isochrome commence vraiment à flotter sur beaucoup de marmites et que l'impudence de certains dirigeants de mastodontes mondialisés est devenue presque infinie. Comment justifier les hausses vertigineuses de rémunération du dirigeant suprême d'une banque universelle française condamnée de toute part, sauvée par les impôts, et qui licencie à tout va ? Où les accords passés avec Daesh par un cimentier ex-français spécialiste des murs en tout genre, de l'organisation Todt à Trump ?

Le paradoxe est que les dénonciations socialistes portent sur la concurrence « déloyale » des Européens de l'Est qui ont pris un retard colossal pendant tout le temps où ils ont subi le régime préconisé par le marxisme le plus éminent et qui tentent de rattraper le peloton. Entre la fuite en avant institutionnelle d'un Mélenchon, le néant verbeux d'un Hamon et l'anticapitaliste primaire des deux autres, il n'y a rien à attendre de l'avenir ni même du passé. L'intérêt de ces diatribes, c'est qu'elles posent tout de même la question d'un système économique global qui ne fonctionne pas. Si quelques pustules ont été grattées, il n'est apparu aucune vraie réflexion sur les causes ni aucune solution sérieuse. Ce sera toujours le drame du socialisme militant. Le Mur est tombé et tout le monde a vu ce qu'il y avait derrière. Ne reste que la détestation.

Nous avons écrit que l'irruption des « petits candidats » se traduirait par une mise en cause virulente de l'Europe, et des trois libertés de circulation, (personne, capitaux, marchandises). Huit sur onze des postulants sont antieuropéens et les trois autres ont des réserves plus que sérieuses. C'est le signe que le système européen actuel est dysfonctionnel et ne produit pas les résultats attendus. Les extrémistes veulent partir sans s'expliquer sur les conséquences : « n'ayez pas peur ; on veut vous terroriser mais tout se passera bien ». Jocrisses !

L'énigmatique Monsieur Macron et ses bagues à chaque main, signe d'un syncrétisme polyvalent, a crié Europe, Europe, Europe comme un cabri, tout en expliquant que sur toutes les conséquences fâcheuses du système actuel on pourrait trouver une demi-mesure qui devrait suffire. La demi-mesure est devenue sa signature. Mais vote-t-on pour un demi-président à bagoues poly ciblées ?

Fillon n'a rien dit sinon que la France pourrait toute de même faire mieux dans le cadre actuel et que

tant qu'elle ne se sera pas redressée, elle n'aura aucune influence en Europe. L'Europe pour lui doit être forte et indépendante. L'Euro doit faire la nique au dollar. Mais il n'y a pas de vraie analyse critique du système européen actuel et faute d'un diagnostic précis, il n'y a pas de solution ciblée, seulement des incantations.

Le seul moment utile aura été le rappel par F. Fillon que l'État français est vulnérable avec ses 2.2 mille milliards de dettes publiques. La rage s'est emparée du plateau. « La dette n'existe pas ». Vade rétro. Y-A-KA l'intégrer dans les comptes de la BCE et ne plus y toucher.

Il aurait dû rappeler les deux chiffres clés :

- * Les prélèvements publics dépassent la valeur ajoutée des entreprises du secteur privé marchand non financier, ce qu'on appelle « les entreprises ».
- * La dette globale selon l'INSEE représente 400 % de cette valeur ajoutée.

La dette passée n'est que le commencement de la dette future.

Ces parolotes n'ont donc eu aucun sens. Au lieu de l'appel des sommets, on a eu la pelle du sommet de la démagogie.

Le seul résultat est probablement d'avoir donné envie de quitter la France à quelques centaines de milliers de personnes. 60 000 millionnaires ont quitté la France depuis 2010. La moitié des milliardaires recensés en 2013 sont partis. 600 000 Français n'ont aucun intérêt à gagner un euro de plus car sinon il leur serait immédiatement confisqué. Avec la hausse de la CSG Macron, on passerait à 900 000. La chasse aux riches est l'ambition majoritaire qui s'est dégagée de l'exaltation électoraliste des candidats.

Le haut clergé énarchique laisse du champ à la bacchanale électorale après avoir lancé les chiens de la presse et du syndicat de la magistrature sur celui qui pouvaient mordiller ses talons.

Pendant ce temps, dans la fameuse « île de la Guyane » chère à E. Macron, c'est la révolte. Ce territoire avait fourni un garde des Sceaux à la République, prompt à demander la fermeture des prisons « qui poussent à la récidive » et la non-exécution des peines de prison grâce à des mesures alternatives, l'ouverture généreuse aux migrants de toutes origines. Les manifestants exigent, et en vitesse, des frontières protégées, un tribunal, des policiers, des juges répressifs et des prisons car il n'y a plus de sécurité et que la situation est dix fois pire qu'à Marseille. La presse n'en avait rien dit. Bien sûr. Le territoire est en déshérence, comme une grande partie du territoire national. Quand le centre tousse, la périphérie crache le sang. Dix ans de baisse continue du revenu par tête, après quarante ans de baisse du trend, ne pouvaient pas rester sans conséquences.

Haine et ricanements, à Paris, haine et vociférations en Guyane. Consternation et dégoût partout.

Posture et imposture dans le milieu politique, médiatique et étatique. Aucun vrai diagnostic. Aucune vraie solution. Le dérisoire partout.

Oui, nous sommes bien dans une basse saison de la démocratie française.